



COMMISSION DES FINANCES
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN
BERNARD CARAYON
DÉPUTÉ DU TARN
MAIRE DE LAVAUR

COMMUNIQUE DE PRESSE

PARIS, LE 1^{ER} FÉVRIER 2006

Je me réjouis de la nécessité affirmée par le Premier ministre d'un patriotisme économique et du suivi d'une politique d'intelligence économique.

Pour que l'internationalisation de l'économie reste une chance pour notre pays - le plus ouvert économiquement d'Europe - il est important que nous prenions en compte les régulations formelles ou informelles que nos partenaires ont mis en place afin d'éviter les effets les plus pervers d'une mondialisation non maîtrisée.

L'affaire "Mittal steel" est d'ailleurs significative du travail qu'il nous reste collectivement à accomplir:

- En France, la réflexion concernant le "périmètre stratégique" de notre économie que j'avais suggérée au cours d'une précédente mission pour le Premier ministre n'est toujours pas engagée. Ainsi, ni l'acier, ni l'énergie - pour ne parler que de ces deux secteurs- ne font partis des secteurs dits "stratégiques" présents dans le décret d'application concernant les investissements étrangers. L'actualité montre l'étroitesse de l'approche française retenue à ce jour, sous contrainte de la Commission;

- En Europe, le silence du Commissaire Verheugen en charge de l'Industrie est assourdissant. Que valent les objectifs d'une théorique "stratégie de Lisbonne" et les discours sur la compétitivité si nos fondamentaux industriels continuent à être négligés? Comment faire aujourd'hui confiance à la Commissaire Kroes en charge de la Concurrence qui dénie aux Etats le droit de protéger les entreprises de prédateurs?

Plus largement comment ne pas tirer la conséquence en Europe des multi-protectionnismes américains, indiens, chinois ou japonais? Combien de temps encore attendrons-nous les initiatives de la Commission en matière de politique industrielle?

Dans le cadre de la mission que m'a confié le Premier ministre afin de nous mettre à armes égales avec nos partenaires compétiteurs, j'aurai l'occasion de proposer dans quelques semaines des modes d'action et d'organisation concrets concernant ces sujets.

Bernard CARAYON